

Au Journal officiel du 29 juin au 5 juillet 2019

08/07/2019

Au Journal officiel du 29 juin au 5 juillet 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 29 juin 2019 :

- Décret n° 2019-663 du 28 juin 2019 relatif aux **exceptions temporaires aux interdictions de circulation dans une zone à circulation restreinte au profit des véhicules des services publics de transport en commun** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Décision du 13 juin 2019 portant **réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat** ;
- Décret n° 2019-670 du 27 juin 2019 relatif à la **participation forfaitaire de l'État à la phase de mise à l'abri et d'évaluation des personnes se déclarant mineures et privées temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et au comité prévu à l'article R. 221-15 du Code de l'action sociale et des familles** . – *Modification du Code de l'action sociale et des familles et du décret n° 2010-497 du 17 mai 2010* ;
- Décret n° 2019-672 du 27 juin 2019 portant **modalités de l'évaluation de l'expérimentation prévue à l'article 99 de la loi sur la croissance et la transformation des entreprises** ;
- Décret n° 2019-673 du 27 juin 2019 relatif à **l'admission des organismes de placement collectif à la cotation sur un système multilatéral de négociation** . – *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2019-674 du 28 juin 2019 relatif à la **suppression de taxes à faible rendement** . – *Modification du Code de l'environnement, du Code des postes et des communications électroniques, du Code rural et de la pêche maritime, du Code du tourisme*. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 1^{er}, II et 3, II)* ;
- Décret n° 2019-677 du 28 juin 2019 **modifiant le décret n° 2003-194 du 7 mars 2003 relatif à l'utilisation du réseau ferroviaire** . – *Modification du décret n° 2003-194 du 7 mars 2003* ;
- Arrêté du 24 juin 2019 relatif aux **procédures internes et au contrôle interne mis en place par les personnes mentionnées au 10° de l'article L. 561-2 du Code monétaire et financier pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme** ;
- Arrêté du 29 mai 2019 **modifiant l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses**. – *Modification de l'arrêté du 27 décembre 2018* ;
- Arrêté du 28 juin 2019 relatif à la **durée des exceptions temporaires aux restrictions de circulation dans une zone à circulation restreinte au profit des véhicules des services publics de transport en commun** .

Au JO du 30 juin 2019 :

- Décret n° 2019-681 du 28 juin 2019 relatif aux **conditions justifiant qu'une chambre de compensation soit soumise à l'agrément de la Banque centrale européenne en tant qu'établissement de crédit** . – *Modification du Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2019-683 du 28 juin 2019 relatif au **seuil de publicité obligatoire du privilège du Trésor pour les créances mentionnées à l'article 1929 quater du Code général des impôts et aux articles 379 et**

379 bis du Code des douanes . – *Modification du Code général des impôts*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019 (cf. art. 3) ;*

- Décret n° 2019-684 du 28 juin 2019 relatif à la **désignation de certains services de la direction centrale de la police judiciaire autorisés à recourir aux techniques mentionnées au titre V du livre VIII du Code de la sécurité intérieure, pris en application de l'article L. 811-4 du Code de la sécurité intérieure** . – *Modification du Code de la sécurité intérieure*. – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019(cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 25 juin 2019**modifiant l'article 121 KM de l'annexe IV au Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts ;*
- Arrêté du 27 juin 2019 relatif aux **activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle** . – *Modification du Code des assurances, du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale*.

Au JO du 2 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-687 du 1er juillet 2019 relatif aux **tarifs de la taxe sur les nuisances sonores aériennes prévue à l'article 1609 quatervicies A du Code général des impôt**. – *Abrogation de l'arrêté du 22 septembre 2017* . – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019 (cf. art. 5)*.

Au JO du 3 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-692 du 1er juillet 2019 portant **revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et dans les collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon** ;
- Décret n° 2019-695 du 1er juillet 2019 relatif au **contrat type applicable aux transports publics routiers de marchandises exécutés par des sous-traitants**. – *Modification du Code des transports* . – *Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2019-696 du 2 juillet 2019**relatif à l'information, l'accompagnement et le transfert des salariés en cas de changement d'attributaire d'un contrat de service public de transport ferroviaire de voyageurs** . – *Modification du décret n° 2018-1242 du 26 décembre 2018 ;*
- Arrêté du 26 juin 2019 relatif à la **surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants** . – *Abrogation de l'arrêté du 21 juin 2013 et de l'arrêté du 13 juillet 2013*. – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} juillet 2020 (cf. art. 34) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Avis CE n° 426666 du 28 juin 2019.**

Au JO du 4 juillet 2019 :

- Ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019**relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire** . – *Modification du Code des assurances, du Code de commerce et du Code général des impôts ;*
- Ordonnance n° 2019-698 du 3 juillet 2019 portant **mise en cohérence des dispositions législatives des codes et lois avec celles du Code de commerce dans leur rédaction résultant de l'ordonnance n° 2019-359 du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du Code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées** . – *Modification du Code de la commande publique, du Code de commerce, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code forestier, du Code général des impôts, du Code*

monétaire et financier, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code des transports, du Code du travail et de plusieurs textes non codifiés ;

- Ordonnance n° 2019-700 du 3 juillet 2019 **relative aux entrepreneurs de spectacles vivants** . – *Modification du Code du travail et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2019 (cf. art. 7) ;*
- Décret n° 2019-701 du 3 juillet 2019 relatif aux **dotations de l'État aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales ainsi qu'à la composition et au fonctionnement du comité des finances locales et du Conseil national d'évaluation des normes** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales et du Code de justice administrative ;*
- Décret n° 2019-702 du 3 juillet 2019 relatif au **cumul de rémunérations d'un directeur général d'office public de l'habitat lorsqu'il assure également la direction d'une société de coordination dont l'office est actionnaire** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Arrêté du 24 juin 2019 pris pour **modification des modalités de retrait des sommes versées par les notaires sur leurs comptes de disponibilités courantes et sur leurs comptes de dépôts obligatoires à la Caisse des dépôts et consignations prévues par l'arrêté du 30 novembre 2000** . – *Modification de l'arrêté du 30 novembre 2000. – Ce texte entre en vigueur le 4 juillet 2019 (cf. art. 2).*

Au JO du 5 juillet 2019 :

- Décret n° 2019-703 du 4 juillet 2019 **relatif à la lutte contre la précarité alimentaire** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime et du Code de l'action sociale et des familles. – Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2019-704 du 4 juillet 2019 **relatif aux modalités de désignation et d'habilitation des agents de plusieurs organismes et administrations autorisés à accéder aux informations contenues dans le répertoire national commun de la protection sociale** . – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Arrêté du 4 juillet 2019 pris en **application de l'article R. 304-1 du Code de la construction et de l'habitation** . – *Modification de l'arrêté du 1^{er} août 2014.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA